



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale  
des territoires

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Claude EBEL  
Chargé d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 56 72 74  
Mél : [claudio.ebel@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:claudio.ebel@seine-et-marne.gouv.fr)

Vaux-le-Pénil, le 16 MARS 2023

SCCV SERRIE DOMAINE DE CLAYE  
1-5 Rue Paul Sezanne  
75008 PARIS 08

**AIOT : 0100012221**  
**MISE : F663 2023/005**

**Objet :** Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6  
du Code de l'environnement : **Construction d'un ensemble immobilier sur la  
commune de SERRIS**  
**Accord sur dossier de déclaration**

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1  
à L. 214-6 du Code de l'environnement concernant l'opération :

**Construction d'un ensemble immobilier sur la commune de SERRIS**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 09 janvier 2023, j'ai l'honneur de vous  
informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez  
entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir  
les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de Serris pour  
affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du  
SAGE Marne et Beuvronne pour information. Ces documents seront mis à la disposition du public  
sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne durant une période d'au moins six mois.

.../...

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
L'adjoint au directeur départemental des territoires



Laurent BEDU

## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Construction d'un ensemble immobilier sur la commune principale SERRIS 77700.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 09/01/2023, présenté par SCCV SERRIS DOMAINE DE CLAYE , enregistré sous le n° **DIOTA-230109-165244-616-030** et relatif à Construction d'un ensemble immobilier ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**SCCV SERRIS DOMAINE DE CLAYE**

1-3-5

1-5 RUE PAUL CEZANNE

75008 PARIS 08

concernant :

**Construction d'un ensemble immobilier**

dont la réalisation est prévue à :

- SERRIS 77700

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits				piézomètres

1.1.1.0		ou d'ouvrage souterrain,	4	4	D	de suivi
1.1.2.0	2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	23 160 m3	23 160 m3	D	Prélèvement temporaire phase chantier

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 09/03/2023** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration,

doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-230109-165244-616-030**

**Le code postal du projet (commune principale) est : SERRIS 77700**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

### **Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

## **Récapitulatif**

### **1 - Démarche**

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Construction d'un ensemble immobilier**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

## 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **39176415600058**

Organisme : **SEMOFI**

Nom : **EICHINGER**

Prénom : **REMY**

Fonction : **INGENIEUR ETUDES**

Adresse email : **remy.eichinger@semofi.fr**

Téléphone portable : **+ 33 787284728**

Mandat (Pièce jointe) : **mandat dépôt autorisation environnementale - Copie.pdf**

### **Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **91189481400019**

Raison sociale : **SCCV SERRIS DOMAINE DE CLAYE**

Forme Juridique : **Société civile immobilière de construction-vente**

### **Adresse en France**

**1-3-5**

**1-5 RUE PAUL CEZANNE**

**75008 PARIS 08**

## Signataire

Nom : **SANDELLI**

Prénom : **VIRGINIE**

Qualité : **DIRECTRICE DE PROGRAMMES**

Téléphone portable : + **33 785452717**

Adresse email : **v.sandelli@groupe-quartus.com**

## Référent

Nom : **EICHINGER**

Prénom : **REMY**

Fonction : **INGENIEUR ETUDES**

Téléphone portable : + **33 787284728**

Adresse email : **remy.eichinger@semofi.fr**

## Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **remy.eichinger@semofi.fr**

## 3 - Localisation

### Adresse du projet

Code postal et commune : **77700 SERRIS**

Numéro et voie ou lieu dit : **Rue de Magellan**

Immeuble - bâtiment - résidence : **Lot AF4B9A**

### Géolocalisation du projet

X : **684950**

Y : **6861671**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **fichier-modele-parcelles 15799.csv**

Géolocalisation du projet : **15799\_Serris.zip**

## 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **MARNE BEUVRONNE**

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

						Précisions sur les		
*	Alinéa	Libellé des rubriques	*	Quantité	*	Quantité	*	

Rubrique			totale	projet	Régime	AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain,	4	4	D	piézomètres de suivi
1.1.2.0	2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	23 160 m3	23 160 m3	D	Prélèvement temporaire phase chantier

### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **résumé NT version A.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **C22-15799 - Piece n5-A - Serris - SCCV Serris Domaine de Claye.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Formulaire\_preliminaire\_EIN2000\_Edition\_dec\_2015 - 15715.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **ATTESTATION SANS PRIX - Acte 19255902\_25127228.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **C22-15799 - Piece n5-A - Serris - SCCV Serris Domaine de Claye.pdf**

Précisions :





# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Claude EBEL  
Chargé d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 56 72 74  
Mél : [claudio.ebel@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:claudio.ebel@seine-et-marne.gouv.fr)

Direction départementale  
des territoires

Vaux-le-Pénil, le 16 MARS 2023

Monsieur le Maire  
2 place Antoine-Mauny  
BP 15  
77700 Serris

**AIOT : 0100012221**

**MISE : F663 2023/005**

**Objet :** Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6  
du Code de l'environnement : **Construction d'un ensemble immobilier sur la  
commune de SERRIS**  
**Accusé de réception du dossier et de la décision du préfet**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la SCCV SERRIE DOMAINE DE CLAYE en date du 09 janvier 2023 concernant l'opération suivante :

### **Construction d'un ensemble immobilier sur la commune de SERRIS**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
L'adjoint au directeur départemental des  
territoires

Laurent BEDU

PJ : dossier  
copie du récépissé de déclaration